

L'inquiétude serait moins grande si l'investissement étranger n'était pas en plus concentré dans quelques secteurs vitaux de l'économie. On admet généralement en Europe qu'on ne devrait pas permettre à l'investissement américain d'atteindre un niveau tel que l'économie européenne ou un secteur donné de cette économie deviendrait complètement dépendante de décisions américaines. Ce qui constitue un "secteur vital" n'est pas toujours clair. La définition est souvent basée sur un argument de sécurité nationale, de survivance culturelle, ou de contrôle sur les "buttes de commande" dans une économie. Le groupe Watkins notait déjà, il y a quelques années que, pour chaque pays, les "secteurs vitaux" trouvent racine dans leur histoire et leur politique et qu'ils sont souvent associés à une sensibilité des ressortissants du pays qui peut sembler irrationnelle aux étrangers mais qui n'en est pas moins réelle. Or, le moins que l'on puisse dire c'est qu'on a pu remarquer, au cours des années récentes, un accroissement de cette sensibilité dans des pays qui ont traditionnellement été très libéraux en matière d'investissements étrangers comme le Canada, l'Australie, la Belgique et l'Allemagne.

Les pays d'accueil croient que le comportement d'entreprises dominantes est plus important que celui d'entreprises de taille plus petite. Mais toute nouvelle filiale américaine qui entre soulève l'intérêt des concurrents locaux quant à son comportement. Ceux-ci tenteront d'inciter la filiale à se conformer aux pratiques locales même si elle doit modifier ainsi ses actions. Les industriels français ont accusé les filiales américaines de provoquer des guerres de prix, des difficultés ouvrières, d'ignorer la responsabilité sociale de l'entreprise, d'utiliser des méthodes de promotion déloyales et de déranger les structures commerciales établies, toutes ces tactiques défilant, selon eux, l'identité nationale.

Comme on l'a vu la réaction faisant suite à l'entrée d'une filiale se